



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Entretien et maintenance des équipements HT/BT et divers
travaux d'électricité sur le campus de Labège**

Date et heure limites de réception des offres :
jeudi 19 avril 2018 à 12:00

Toulouse INP
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement	3
2.3 - Variantes	4
2.4 - Variantes exigées	4
2.5 - Développement durable	4
3 - Conditions relatives au contrat.....	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - Contenu du dossier de consultation	4
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire	5
5.2 - Présentation des variantes exigées	7
5.3 - Visites sur site	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique.....	8
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution des marchés	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours	11
9 - Clauses complémentaires	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Entretien et maintenance des équipements HT/BT et divers travaux d'électricité sur le campus de Labège

Le marché consiste en la réalisation des opérations d'entretien préventif et de maintenance sur les cellules HTA, transformateurs HT/BT et TGBT du site de Toulouse INP "Campus de Toulouse-Labège", ainsi qu'en divers travaux d'électricité.

Les bâtiments concernés sont les suivants :

- Bâtiment ENSIACET ;
- Bâtiment Technique (D) Toulouse INP ;
- Bâtiment Gymnase (I) Toulouse INP ;
- Bâtiment E Toulouse INP ;
- Bâtiment G Toulouse INP.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code	Code	Code
50711000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment			

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Variantes exigées

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées suivantes. Ces variantes prennent la forme de prestations supplémentaires éventuelles (PSE) dont le surcoût par rapport à l'offre de base sera chiffré par les candidats à l'acte d'engagement :

Code	Libelle	Description
1	Thermographie armoires divisionnaires services communs	Thermographie des armoires divisionnaires des services communs de Toulouse INP
2	Maintenance armoires divisionnaires services communs	Maintenance des armoires divisionnaires des services communs de Toulouse INP.
3	Thermographie armoires divisionnaires INP-ENSIACET	Thermographie des armoires divisionnaires de l'INP-ENSIACET.
4	Thermographie coffrets divisionnaires INP-ENSIACET	Thermographie des coffrets divisionnaires de l'INP-ENSIACET.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF)
- Le planning des travaux

- DC1 et DC2 pré-remplis

Il est disponible en téléchargement sur le profil acheteur (<http://www.marches-publics.gouv.fr>)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront rédigées en langue française. Les offres doivent être exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

NB : Les offres présentées au format papier devront comprendre une copie (USB ou CD-Rom) de l'intégralité de la candidature et de l'intégralité de l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, présentées en deux sous-chemises :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (1ère sous-chemise):

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (ou cocher la case correspondante du DC1)	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ces données peuvent être fournies en complétant le DC2).		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Habilitations électriques des personnels intervenant sur le chantier	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles préremplis dans le DCE, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre (2ème sous-chemise) :

NB : la signature de l'acte d'engagement n'est pas obligatoire mais recommandée. Le futur signataire du candidat doit en revanche être identifié à l'article "2 - Identification du co-contractant" dans l'acte d'engagement. Si l'acte d'engagement d'un candidat retenu n'est pas signé dans l'offre qu'il a déposée, il lui sera demandé un nouvel acte d'engagement dûment signé au stade de l'attribution.

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non

Libellés	Signature
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), utilisant le CDPGF fourni, obligatoirement sous format Excel (.xls) dans les offres dématérialisées ainsi que dans les copies numériques présentes dans les offres papier.	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Une note sur le traitement des déchets (batteries usagées, etc.) devra y être incluse. Le mémoire contiendra toutes justifications et observations de l'entreprise.	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
Le planning détaillé proposé.	Non
En cas de transmission papier uniquement : une copie de l'offre au format informatique, sur support USB ou CD-Rom. Rappel : la copie contiendra le CDPGF au format Excel (.xls).	Non
Pièces facultatives : pour les entreprises ayant effectué la visite recommandée dans les modalités du présent RC, l'attestation de visite signée par le représentant de Toulouse INP.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

5.3 - Visites sur site

Afin de prendre connaissance de la situation du chantier et des lieux où sont prévus les travaux, de se rendre compte des ouvrages existants, de leur nature, de leurs dimensions et sections, de l'importance, de la nature et des conditions de réalisation des travaux, une visite du site est fortement recommandée.

2 créneaux de visites groupées sont organisés :

- le 5/04/2018 à 13h30 ;
- le 11/04/2018 à 13h30.

Le point de rendez-vous sera à l'accueil du campus de Toulouse-Labège de Toulouse INP au 6, allée Emile Monso (adresse complète en début de document). Le candidat devra prendre rendez-vous avant les dates de visites sur l'un des deux créneaux. Une confirmation de présence avant la visite sera à adresser par courrier électronique aux adresses sti@ensiacet.fr et bruno.bourret@imft.fr en mettant en copie l'adresse du service des marchés : marches@inp-toulouse.fr. Mettre en objet du message : « Marché n°2018SERV000005 - Equipements HT/BT – confirmation de présence à la visite du [date de la visite]. » Sera délivré aux entreprises présentes à la visite, et uniquement à celles-là, l'attestation de visite signée par le représentant de Toulouse INP.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En revanche, la seule transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée. Ce type de support n'est permis que pour transmettre la copie dématérialisée d'une offre papier, ou la copie de sauvegarde d'une offre déposée ou à déposer sur le profil acheteur. Dans ce dernier cas, la copie de sauvegarde sera transmise selon les modalités prévues à l'article ci-après pour la transmission d'une offre papier.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Cette copie sera transmise au même lieu et pendant les périodes d'ouverture du service des marchés comme les plis papier.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification

de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties. A ce titre pourra être demandé au candidat retenu la transmission de l'acte d'engagement signé en version papier.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

"Offre de l'entreprise [NOM DE L'ENTREPRISE] pour :

Marché n° 2018SERV000005 - Entretien et maintenance des équipements HT/BT et divers travaux d'électricité sur le campus de Labège

NE PAS OUVRIR"

Ce pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Il devra être remis contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Toulouse INP
Service des marchés publics
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

Le dépôt d'un pli contre récépissé doit être effectué aux horaires d'ouverture du service des marchés : du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30. Le jour même de la remise des offres, il doit être fait avant l'heure indiquée sur la première page du présent règlement de la consultation. Le dépôt se fait au bâtiment A de Toulouse INP, rez-de-chaussée bureau B012.

Les personnes habilitées à enregistrer les plis sont Sylvie SAURA, Alexandre RAYNAUD, Soufiane ENNDA, Corinne JEAN.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront en aucun cas retenus.

Rappel : le pli devra obligatoirement contenir en outre une copie de la candidature et de l'offre au format

informatique, sur support USB ou CD-Rom.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	55.0
2.1-Détail et affectation des moyens (humains et matériels) mis en œuvre pour la prestation, présentation de la méthodologie envisagée, gestion des déchets	20.0
2.2-CV et Habilitations électriques des personnels affectés aux travaux	10.0
2.3-Références de prestations similaires présentes dans la candidature	15.0
2.4-Matériels et matériaux proposés	5.0
2.5-Planning détaillé proposé	5.0
3-Connaissance du site (les entreprises ayant dûment effectué une visite prévue au présent règlement se verront attribuer 5 points)	5.0

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés, ou les candidats les mieux classés à l'issue d'une première analyse. Ces négociations se tiendront dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les négociations pourront prendre toutes formes (échanges de courriel, réunion physique, téléphonique ou en visio-conférence, questions posées aux candidats, etc.)

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Service des marchés publics de Toulouse INP
Courriel : marches@inp-toulouse.fr

Les candidats transmettront de préférence leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du

contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

9 - Clauses complémentaires

Le pouvoir adjudicateur dispose d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation du présent marché.

L'AMO est assurée par le bureau d'études techniques suivant :

ITUD
1F rue de Sautic
31620 FRONTON

L'AMO est représenté par : Stéphane LAVAURE.